

## VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

2 février 2012

Le financement du projet Bayrou : l'austérité sans la croissance est une impasse

*Le 1er février, F. Bayrou a présenté son plan de redressement des finances publiques intitulé « 20 engagements pour lutter contre le surendettement et pour l'emploi ». Une purge économique et sociale sans mesure concrète.*

### **1 – Le projet Bayrou d'abord une critique féroce du bilan Sarkozy**

Le candidat MoDem dresse un réquisitoire implacable du quinquennat qui se termine. Après cinq ans de Sarkozy et dix ans de gestion UMP, la France est dégradée.

Finances publiques. Une semaine après F. Hollande, F. Bayrou affirme que « le premier devoir de l'État, c'est de mettre en ordre ses affaires ! Le premier devoir de l'État, c'est de bien gérer ». Rappel judicieux alors que depuis 2007, la dette a augmenté de 600 Mds€, les impôts se sont accrus de 30 Mds€, le déficit structurel (autour de 3%) est le plus élevé des grands pays de l'UE, Espagne exclue.

Compétitivité. Deux ans après F. Hollande qui, dès juin 2009 dans son discours de Lorient, disait l'urgence d'un pacte productif, F. Bayrou s'alarme de l'effondrement du « made in France ». En témoigne le déficit de 75 Mds€ de la balance commerciale française en 2011, alors que nos partenaires allemands enregistrent un excédent de 160 Mds€.

Emploi. F. Bayrou dit que tout n'a pas été fait pour l'emploi. C'est un euphémisme : la France compte un million de chômeurs de plus depuis juin 2007. Au passage, sur les accords dits de compétitivité proposés par N. Sarkozy, il prend ses distances en précisant son souhait que ces accords soient validés par un cahier des charges au niveau des branches, pour éviter des abus dans les petites structures. Les salariés aimeraient une défense plus nette du contrat de travail.

### **2 – F. Bayrou dit qu'il est nécessaire de réduire les déficits et la dette. Il n'est ni le seul ni le premier.**

F. Hollande n'a pas attendu M. Bayrou pour proposer le rétablissement des comptes publics : dans le projet présidentiel présenté le 26 janvier, il a pris l'engagement devant les Français de ramener les déficits publics de 5,4% probablement fin 2011 à 3% en 2013, avant de parvenir à l'équilibre en 2017.

De même, F. Hollande a indiqué une stratégie claire de désendettement : de 88,7 % du PIB en 2012 à 80,2 % en 2017.

## VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

Enfin, toutes les mesures nouvelles proposées par F. Hollande (pour 20 Mds€ à l'horizon 2017) sont intégralement financées, par des réductions de dépenses ou des financements spécifiques. Les 5 Mds€ pour l'emploi des jeunes seront financés par la fin des subventions aux heures supplémentaires, sauf pour les TPE ; les 5 Mds€ pour soutenir les PME seront compensés par la remise en cause d'avantages fiscaux pour les grands groupes ou le secteur financier ; le retour à 60 ans pour ceux qui ont atteint leur durée de cotisation (1 Mds€ la première année et 5 Mds€ fin 2017) sera financée par un relèvement de la cotisation patronale et salariale de 0,1 % par an.

Avec le MoDem, c'est plus nébuleux... F. Bayrou promet de financer l'ensemble de ses propositions par des économies budgétaires ou des recettes supplémentaires / complémentaires, mais des nappes de brouillard perdurent.

- Côté recettes, il annonce 50 Mds€ de hausses d'impôt sur le quinquennat, dont 20 Mds€ grâce à « *un coup de rabot sur les niches fiscales qui devra atteindre 20 Mds€ en trois ans, 10 Mds€ dès la première année* » : la seule niche explicitement rabotée est la défiscalisation des heures supplémentaires, soit un quart du montant total qu'il énonce à l'horizon 2015.

- Côté dépenses, le flou reste à dissiper. Par exemple, les « *emplois sans charges pendant deux ans* » pour toutes les entreprises de moins de 50 salariés – proposition déjà faite en 2007 – est sous-évaluée à 2Mds€ par an.

- Côté économies, même brume épaisse : les dépenses ne progresseraient même pas au rythme de l'inflation en 2013 et en 2014, mais F. Bayrou n'avance aucune mesure précise. Concrètement, les dépenses de santé seront-elles gelées ? Les fonctionnaires partant en retraites seront-ils remplacés ? Les pensions de retraites seront-elles non-revalorisées ? A ces questions, F. Bayrou répond : « *Ce sera le travail du gouvernement* ».

Autrement dit, avec F. Bayrou, c'est « votez pour moi et après, on verra »...

### **3 – F. Bayrou sengage la France dans l'impasse en proposant l'austérité sans la croissance**

▲ *Un plan de rigueur 5 fois plus dur que celui de Sarkozy !*

F. Bayrou vise 100 Mds€ d'ajustement pour revenir à 0% de déficit : parce que ce montant équivaut au déficit public et pour se poser en « *candidat de la vérité* ».

Pour tenir son objectif, il propose un redressement financier sévère et même drastique des finances publiques.

- Cet effort d'ajustement serait réalisé en *à peine en deux ans !*

- 50 Mds€ d'économies seraient appliqués d'ici 2016<sup>1</sup>, soit *les 2 plans de rigueur Sarkozy-Fillon multipliés par 5* ;

<sup>1</sup> 20 milliards pour l'État, 20 pour la Sécurité sociale et 10 pour les collectivités locales

## VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

- L'ensemble des *dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales seraient gelées en valeur* pendant les deux premières années du quinquennat (*à comparer à une progression de +0.5% en volume à l'UMP et de +1% sur l'ensemble du quinquennat dans nos propres propositions*) ;
- Dès son élection, la *règle d'or* serait inscrite dans la Constitution !
- La *modération salariale* et la *flexibilité* seraient accrues pour tous (droit du travail).
- Sans compter *une augmentation de la CSG* – dont F. Bayrou n'a pas publiquement parlé mais à laquelle travaille son équipe<sup>2</sup> – et le *refus du retour à la retraite à 60 ans sans prise en compte des carrières longues* ou pénibles ;
- Une *économie de 20 Mds€ sur les dépenses de santé en 3 ans* sans qu'aucun détail ne soit fourni. Alors même que 4 millions de personnes n'ont déjà plus de complémentaire santé ou renoncent aux soins pour des raisons économiques, suite à la multiplication des non-remboursements, à la hausse des mutuelles et du coût de la santé en général pour les citoyens.

Mais F. Bayrou oublie une chose dans ses calculs : la croissance !

Il a si peu confiance dans son projet pour relancer la croissance qu'il table sur une prévision d'*à peine 1,5% par an entre 2014 et 2017*. Il se prive ainsi d'au moins 30 à 40 Mds€ de recettes fiscales sur quatre ans que permettrait un retour de la croissance autour de 2% à partir de 2014, et non de 1%. Son fatalisme condamne les Français à l'austérité.

### ▲ *Une matraquage fiscal des ménages modestes et des classes moyennes*

Trois jours après l'annonce du relèvement de 1,6 point du taux général de la TVA par N. Sarkozy, F. Bayrou propose de *relever les taux de TVA de 20 Mds€ en deux ans* (un point en 2012 et un point en 2014). Tous les taux de TVA – y compris le taux réduit !

Concrètement, cela veut dire que si la politique Bayrou était mise en œuvre, l'ensemble des ménages, notamment les moins favorisés, et l'ensemble des produits et services, y compris ceux de première nécessité – santé, produits alimentaires etc... - seraient frappés. Et ce dès la fin 2012.

Cette politique aurait pour conséquences :

- une hausse des prix,
- une chute de la consommation,
- une baisse des investissements (en particuliers des collectivités, qui assurent aujourd'hui plus de 70% des investissements publics).

---

<sup>2</sup> Les Echos, 2 février 2012.

## VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

Cet appauvrissement du pouvoir d'achat des salariés et des retraités est inacceptable car il est :

- économiquement contre-productif (il aggrave la récession),
- comptablement inefficace (sans croissance, pas de d'emploi ni de rentrées fiscales, donc pas de baisse effective des déficits et de la dette),
- socialement injuste (il prive les Français des ressources pour consommer ou épargner).

Nous refusons cette TVA anti-sociale : qu'elle vienne de Sarkozy ou de Bayrou. Avec F. Hollande, notre ambition est de réformer la fiscalité pour réduire la pression fiscale sur les ménages modestes, maîtriser l'imposition des classes moyennes, faire contribuer davantage aux efforts de redressement les plus riches contribuables et les plus grandes entreprises.

### *▲ F. Bayrou lui-même ne croit pas à l'efficacité de ses mesures de redressement*

Parce que F. Bayrou n'a pas confiance dans son projet pour relancer la croissance, il se prive de croissance forte. Ce qu'il appelle « *prudence* » n'est que résignation face à la récession.

D'où le cercle vicieux ou la causalité circulaire du projet MoDem :

- Parce qu'il n'a pas confiance dans l'efficacité de ses mesures et parce qu'il se prive d'une stratégie de redémarrage de la croissance, F. Bayrou est contraint de ponctionner 20 Mds€ sur les ménages pour respecter la trajectoire financière qu'il s'est lui-même assigné ;

- Et parce qu'il ponctionne gravement les ménages, moteurs de la croissance, il se prive d'une relance de l'activité, donc de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Le chemin Bayrou mènerait la France à une impasse : pas de croissance mais plus d'impôts, des efforts réclamés aux Français les plus vulnérables mais sans perspective d'une amélioration future.

### **4 – Propositions bancales et additions qui ne tiennent pas la route**

#### *▲ Passons sur le copié-collé de plusieurs propositions de F. Hollande*

S'il y avait un copyright sur les idées, F. Bayrou devrait de l'argent à F. Hollande : création d'un « *livret épargne industrie* », mise en place d'une « *banque d'investissement pour les PME décentralisée* », « *tranche marginale supérieure de l'impôt sur le revenu portée à 45 %* », remise en cause de la défiscalisation des heures supplémentaires – autant de propositions empruntées au projet présidentiel de F. Hollande présenté la semaine dernière.

## VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

En revanche, pas un mot de la construction de logements, de la lutte contre le chômage, du pouvoir d'achat des ménages. A se demander si F. Bayrou et ses conseillers ont conscience de la dureté de la vie quotidienne des Français.

▲ *Plusieurs propositions MoDem sont clairement libérales*

**Comme Sarkozy, F. Bayrou prend modèle sur les échecs de l'Allemagne au lieu de s'inspirer de ses succès** (tissu d'ETI, positionnement productif dans la mondialisation, financement des entreprises, dialogue social, formation des salariés).

**D'où sa fascination pour des mesures libérales et régressives** : modération salariale, flexibilité, hausse de TVA, concurrence commerciale intra-européenne, etc.

Il oublie l'autre visage du « modèle allemand » qui n'en est pas un :

- forte baisse des salaires dans la valeur ajoutée (-5 points) ;
- augmentation spectaculaire des inégalités salariales (+20 % entre 2000 et 2010) ;
- en 10 ans, l'emploi partiel (le plus souvent subi) a augmenté de +32% (+4,3% en France) et les temps pleins de seulement +1,3% (contre +60,5% en France) ;
- 1 emploi allemand sur 10 est un minijob payé moins de 400 euros par an ;
- 2,5 millions d'Allemands travaillent pour un salaire de moins de 5€ par heure
- La population allemande vieillit et perd 85.000 personnes par an.

Selon l'OIT, « *l'amélioration de la compétitivité des exportateurs allemands est de plus en plus identifiée comme la cause structurelle des difficultés récentes dans la zone euro (...) et les pays en crise n'ont pas pu utiliser la voie des exportations pour compenser la faiblesse de la demande domestique car leur industrie ne pouvait pas profiter d'une demande intérieure plus forte en Allemagne* ».

▲ *Le candidat « anti-dépenses » devrait commencer par chiffrer précisément les siennes...*

De ce côté-là, il n'est pas avare en promesses :

- Exonérer de charges pendant deux ans les entreprises de moins de 50 salariés qui embauchent un jeune ou un chômeur. En 2007, l'Institut COE-Rexecode (libéral) avait lui-même déjà fortement critiqué cette proposition soulignant le *risque d'effets d'aubaine* très élevé<sup>3</sup> ! De plus, F. Bayrou sous évalue son coût à 2 milliards d'euros. La même mesure avait

---

<sup>3</sup> la plupart des entreprises de plus de 10 salariés étant « constamment » dans des processus d'embauche et de fins de contrat, cette proposition « risque de bénéficier à des entreprises qui auraient de toute façon embauché

## VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

été évaluée le double (**4 Mds€** par an) en 2007 ! Elle est donc contradictoire avec sa volonté de garantir la protection sociale et de supprimer les déficits.

- Un crédit d'impôt innovation « à l'image du crédit d'impôt recherche » pour subventionner notamment les dépenses de conception, de pré-industrialisation et de design. Son coût a été estimé par Bercy (Direction de la Compétitivité et de l'Industrie) à **1,2 Mds€** et ce nouveau crédit d'impôt a été jusqu'ici écarté en raison notamment de ses *effets d'aubaine massifs*. Les garanties de prêts, tel que celles offertes par Oséo apparaissent beaucoup plus pertinentes !

La liste des courses non financée ne s'arrête pas là :

- Mise en place d'un « *commissariat national aux stratégies* ».
- Avantage fiscal lorsqu'une grande entreprise crée une structure d'investissement en direction d'une PME ou y prend une participation.
- Création de plusieurs banques d'économie mixte décentralisées de soutien aux PME.
- Relance de la production française avec un « label France » (sans expliquer comment...).
- Statut pour les *business angels* avec déductions fiscales, etc.

▲ *Sur les autres recettes, à part la TVA, c'est le grand flou, sinon le grand n'importe quoi !*

- Niches fiscales : le grand flou. La défiscalisation des heures supplémentaires – seule piste mentionnée – représente ¼ du coup de rabot de 20 Mds€ annoncés.

- Deux tranches d'impôts supplémentaires : tranche marginale actuelle à 41 % portée à 45 % / tranche de solidarité pour les revenus supérieurs à 250 000 € par part portée à 50 %. La mesure n'est même pas chiffrée par F. Bayrou : elle pourrait atteindre selon nos estimations entre 1 et 1,5 Mds€. Qu'il ait le courage de l'assumer vis-à-vis de son électorat !

- Mesures d'équité et de simplification pour l'impôt sur la fortune (Contribution de solidarité sur le patrimoine CSP) et « revue d'avantages fiscaux infondés » : l'évaluation est farfelue (10 Mds€ !) et la mesure risque de bénéficier aux ménages aisés.

- F. Bayrou présente l'intégration des revenus du patrimoine au-dessus de 1 million d'euro dans le barème de l'Impôt sur le revenu (sur la base d'un revenu théorique de 1%) comme une mesure de solidarité et de justice. Mais les 10 Mds€ de rendement évoqués (alors que l'ISF a été réduit de 4 à 2,6 Mds€ en 2011) et la manière la réforme est présentée montre que les classes moyennes seront aussi touchées par les autres mesures proposées en appui de cette proposition. « *Cette contribution pendant les trois premières années touchera pour plus de 50 % les plus aisés de nos concitoyens* » C'est bien reconnaître que l'autre moitié des Français subira le reste de cette nouvelle imposition !

## VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

*F. Bayrou veut «mettre en ordre les affaires de l'Etat» ? Qu'il commence par mettre de l'ordre dans son programme.*

*Les électeurs de F. Bayrou, qui ont subi le sarkozysme comme une majorité de Français, le savent : oui, la France n'a pas besoin d'un père Noël ; non, elle n'a pas non plus besoin d'un père Fouettard. Le sérieux, ce n'est pas l'austérité. La crédibilité, ce n'est pas le désespoir.*

*Une autre voie est possible. Celle que propose F. Hollande :*

- L'effort dans la justice ;*
- le redressement financier, mais aussi industriel, éducatif, européen qui passe par la croissance ;*
- pour redonner un espoir dans l'avenir du pays et d'abord à la jeunesse.*